

*L'ESS, un levier au service de la
résilience
des Quartiers Prioritaires de la Ville
(QPV)*

La Métropole européenne de Lille

Un écosystème influencé
par une expérimentation
nationale récente sur ce
territoire historique de la
politique de la ville

Monographie réalisée par :

Manon Chevalier
Maria Kherbouche
Amélie Worms

Tutorée par :

Anne Sauvayre, responsable
d'études chez FORS-Recherche
sociale

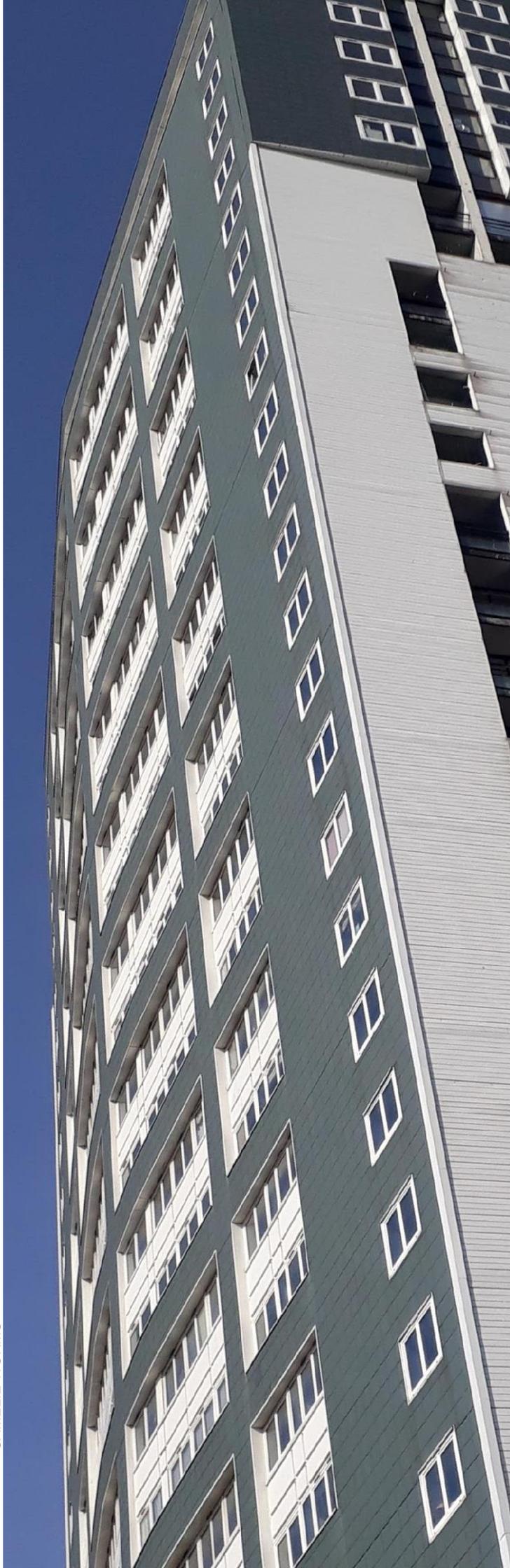
Recherche Année scolaire 2020-2021
Juin 2021

SciencesPo
ÉCOLE URBAINE

Avec le soutien de :

avise
Agence d'ingénierie pour
entreprendre autrement

©AMELIE WORMS



Sommaire

I. Carte d'identité du territoire	3
La Métropole européenne de Lille (MEL)	3
Quelles articulations entre politique de soutien à l'ESS et politique de la ville de la MEL ?	5
Zoom sur les villes de Loos et de Tourcoing	6
II. Quels impacts de la crise du Covid sur les acteurs et projets de l'ESS à Loos et Tourcoing ?	9
La transmission d'information assurée par les acteurs qui animent l'écosystème	9
L'expérimentation Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD) ralentie et contrainte de s'adapter	10
Les structures de l'insertion, de l'emploi et de la formation en manque de débouchés	11
Des structures qui se mobilisent autour du numérique, enjeu crucial aggravé par la crise	12
Les structures de l'ESS comme garantes du maintien du lien social	13
L'ESS mobilisée autour d'autres problématiques : l'aide alimentaire, la mobilité	13

I. Carte d'identité du territoire

La Métropole européenne de Lille

Statut : métropole
Situation géographique : région Hauts-de-France, département du Nord
Siège : Lille
Communes principales : Tourcoing, Roubaix, Villeneuve-d'Ascq
Superficies : 672km²
Nombre de communes : 95
Nombre d'habitants : 1 174 273
Densité de population : 1 748 hab./km²
Taux de chômage : 17,2%
Nombre de QPV : 26
Nombre de personnes habitant en QPV : 207 000, soit 1 habitant sur 5

Sources : INSEE, « Comparateur de territoires » 2015, INSEE, « Un habitant de la MEL sur cinq vit au sein d'un QPV », INSEE Analyse Hauts-de-France (73), 2013

1

La Métropole européenne de Lille

Un territoire marqué par la désindustrialisation

La Métropole européenne de Lille (MEL) est un territoire caractérisé par son passé tourné vers l'industrie, en particulier orienté vers le textile. En effet, c'est lors de la révolution industrielle que le territoire, en particulier les villes de Lille, Roubaix et Tourcoing, émerge comme une puissance économique.

Cependant, les années 1960-70 sont marquées par la crise, et le territoire en ressort sinistré. Aujourd'hui, les taux de chômage sont bien supérieurs à la moyenne nationale¹ et les inégalités sont flagrantes. Si Lille réussit petit à petit sa reconversion dans le tertiaire, cela ne profite pas à l'ensemble de la population, et creuse d'autant plus les écarts de revenu. À titre d'exemple, près d'un quart des actifs occupés dans les QPV de la MEL ont un emploi précaire, contre 12,6% des emplois dans le reste de la métropole². Si la ville fait figure de « locomotive », un habitant de la MEL sur cinq vit en QPV, ce qui représente le taux le plus important parmi les 22 métropoles françaises, après la métropole d'Aix-Marseille Provence.

Le passé industriel de la MEL est visible dans la géographie prioritaire du territoire. Les QPV sont en général assez peu densément peuplés, car constitués de logements individuels souvent vétustes, hérités des maisons ouvrières. Cependant, il existe également de grands ensembles plus densément peuplés.

Un territoire transfrontalier

La MEL a la particularité d'être à la croisée de plusieurs territoires européens : son centre est à 280 km de Londres, 110 km de Bruxelles, 300 km de Luxembourg.

Cette situation géographique exceptionnelle en fait un territoire ayant développé de multiples coopérations transfrontalières. En effet, la MEL est impliquée dans plusieurs projets inter-européens

¹ INSEE, « comparateur de territoire Intercommunalité-Métropole – Métropole européenne de Lille », 2018

² INSEE, « Un habitant de la MEL sur cinq vit au sein d'un QPV », INSEE Analyse Hauts-de-France (73), 2013

ayant des visées diverses : le projet Tous Eco-Citoyens ! (TEC !) pour la préservation d'espèces animales, le projet Empowering Youth through Entrepreneurial Skills (EYES) pour l'insertion des jeunes éloignés de l'emploi, le projet Business clusters Integrated Sustainable Energy Packages (BISEPS) sur les énergies renouvelables, etc³.

En particulier, la MEL partage 84 kilomètres de frontière avec la Belgique, ce qui fait de ce pays voisin un partenaire privilégié. Elle a d'ailleurs renforcé sa coopération avec le pays en 2008 avec la création de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, qui est un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT). Plusieurs projets de coopération sont en cours entre les différents territoires français et belges, comme le projet SAME (Solidarité, Action, Mobilité dans l'Eurométropole) qui met en lien des centres communaux d'action sociale (CCAS) français (dont celui de Tourcoing) et leurs équivalents belges pour mettre en œuvre des actions à visée sociale et d'emploi, comme des chantiers d'insertion transfrontaliers.

Les acteurs locaux soulignent ce contexte de coopération transfrontalière comme une caractéristique saillante du territoire. Cela concerne aussi l'ESS : par exemple, la Maison des Associations de Tourcoing a développé des partenariats forts avec la Maison des Associations de Charleroi, ainsi que plusieurs projets franco-belges comme le projet REQUAPASS (Reconnaissance et qualification des parcours associatifs).

Dans ce contexte, la crise sanitaire a marqué un ralentissement des liens entre ces pays, puisque les frontières ont été fermées, puis rouvertes de manière très restreinte.

Les QPV de la MEL et la crise

En ce qui concerne la géographie prioritaire de la MEL, une des caractéristiques saillantes est la concentration de 60% des habitants en QPV dans deux grands quartiers : Lille Sud (48 000 habitants) et Roubaix-Tourcoing (70 000 habitants)⁴.

Les QPV de la MEL ont également la caractéristique d'être peuplés par une population plutôt jeune, particulièrement touchée par le chômage. Par conséquent, les prestations sociales représentent pour beaucoup de ménages la seule source de revenus⁵.

La crise sanitaire et ses retombées économiques et sociales ont durement impacté les QPV de la MEL. Comme dans d'autres quartiers prioritaires, elle a aggravé la situation des plus précaires en termes d'accès à l'emploi. La fracture numérique est aussi un sujet prégnant, alors que la continuité pédagogique des enfants mais aussi les démarches administratives les plus élémentaires reposent sur l'accès à Internet. La crise a aussi plongé les personnes seules dans un isolement encore plus fort, ce qui est d'autant plus prégnant dans les quartiers qui concentrent une importante population de personnes âgées.

L'ESS dans la MEL et dans les Hauts-de-France

Il y a sur le territoire de la MEL 3900 entreprises employeuse de l'ESS qui représentent 52 000 salariés, soit 11% des emplois totaux du territoire. 86% de ces structures sont des associations et le secteur d'activité principal est l'action sociale et l'enseignement⁶.

Au niveau régional, plusieurs acteurs participent activement au développement de l'ESS et au maillage des différents acteurs et dispositifs d'accompagnement.

3 Pour en savoir plus : <https://www.lillemetropole.fr/les-projets-europeens-la-mel>

4 INSEE, « Un habitant de la MEL sur cinq vit au sein d'un QPV », INSEE Analyse Hauts-de-France (73), 2013

5 INSEE 2013, *ibid.*

6 Observatoire national de l'ESS, « Les chiffres de l'économie sociale et solidaire en Hauts-de-France », d'après INSEE DADS 2013

La Chambre régionale de l'Économie sociale et solidaire Hauts-de-France (CRESS HDF) réalise des actions de plaidoyer et de promotion de l'ESS auprès des pouvoirs publics. Elle anime également le réseau Tremplin, qui regroupe l'ensemble des structures accompagnant la mise en place de projets ESS en Hauts-de-France, ainsi que les clubs Busin'ESS, qui sont des temps d'échanges entre structures ESS, le secteur public et des acteurs du privé en lien avec les thématiques de développement durable, de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), etc.

Le réseau Acteurs Pour une Économie Solidaire (APES) réunit plusieurs acteurs de l'économie solidaire autour d'une Charte et est engagé dans la promotion de ce mode d'entreprendre et le soutien aux projets.

Le réseau des Points d'Information à la Vie Associative (PIVA) est constitué de différents points d'information répartis sur l'ensemble des Hauts-de-France, porté par des collectivités, associations, institutions du territoire. L'objectif du réseau est que « *chaque personne ayant une question portant sur la vie associative puisse avoir un interlocuteur près de chez lui en capacité de lui apporter une réponse où de le rediriger vers une personne compétente.* »⁷

Enfin, le Mouvement Associatif Hauts-de-France, échelon régional du Mouvement Associatif national, mène des actions de plaidoyer et d'animation territoriale en faveur des associations.

2

Quelles articulations entre politique de soutien à l'ESS et politique de la ville de la MEL ?

La MEL a mis en place depuis plusieurs années une véritable politique publique de l'ESS, structurée par un Plan Métropolitain de Développement de l'ESS (PMDESS) adopté en 2015. Certains axes proposés dans ce plan se traduisent par des actions dans des QPV. Les cinq axes du PMDESS sont les suivants :

1. Accompagnement et financement : la MEL entend s'engager dans « l'aide au démarrage et le développement d'activités de l'ESS (...), particulièrement dans les quartiers relevant de la politique de la ville⁸ ». Parmi les actions engagées, l'appel à projet *Entreprendre Autrement* est un dispositif phare. Il consiste en une aide ponctuelle, jusqu'à 20 000 euros par projet, à des structures de l'ESS, dans la limite de 30% du budget prévisionnel. Il existe trois types d'aides en fonction de la situation de la structure : l'aide au fonctionnement, l'aide au démarrage et l'aide au développement. Par ailleurs, ces porteurs de projet doivent s'inscrire dans l'environnement local, sur le secteur métropolitain, dans le but de développer des emplois pérennes et non délocalisables. Depuis son lancement en 2011, 43% des projets financés se situent en QPV⁹.

2. Animation territoriale : la MEL définit la stratégie de l'ESS sur son territoire, en coordination avec ses communes-membres. Par exemple, elle a lancé en 2016 un appel à manifestation d'intérêt afin de « recueillir des informations sur les projets des communes et l'expression des besoins en termes de développement de l'ESS dans les territoires¹⁰ », afin de définir une stratégie qui correspond réellement aux besoins du territoire.

⁷ Source : <https://piva-hdf.fr/>

⁸ Godefroy Marc, « Plan Métropolitain de Développement de l'Économie Sociale et Solidaire (PMDESS) 2015-2020 », 2015

⁹ Avice, « Métropole, Économie Sociale et Solidaire et innovation sociale », p18, 2019

¹⁰ Godefroy Marc 2015, *Ibid*

3.R&D et Innovation : La MEL développe et soutient la recherche dans le but de consolider l'ESS et aider à son développement. Elle affirme son soutien à des solutions innovantes : par exemple, elle a participé à définir les conditions de mise en œuvre d'une monnaie locale complémentaire à l'échelle de la MEL.

4.Sensibilisation, formation, et promotion : la MEL cherche à faire connaître l'ESS autour de différents publics : étudiants, élus locaux, porteurs de projet... Elle développe en particulier des actions de sensibilisation auprès des étudiants.

5.Emplois et ressources humaines : l'ESS étant un levier pour la création d'activité, la MEL cherche à soutenir et développer les activités innovantes en faveur de l'emploi. À cet égard, elle a accompagné ATD quart monde pour la mise en place du dispositif Territoire zéro chômeur de longue durée, qui constitue un véritable levier pour la création d'emplois dans les deux QPV concernés (les Phalempins à Tourcoing et les Oliveaux à Loos).

Dans le contexte de la crise, la MEL a créé des dispositifs de droit commun auxquels les structures ESS peuvent prétendre. Par exemple, les Fonds de Rebond 1 et 2 ont été lancés à la suite de la crise et consistent en des subventions et aides à l'économie de proximité : TPE, PME, mais aussi associations qui exercent une activité économique. Ces dernières peuvent recevoir une bonification de leurs aides si elles œuvrent « dans le champ de l'ESS, de l'économie circulaire, [ou sont] inscrites dans une démarche environnementale¹¹ ».

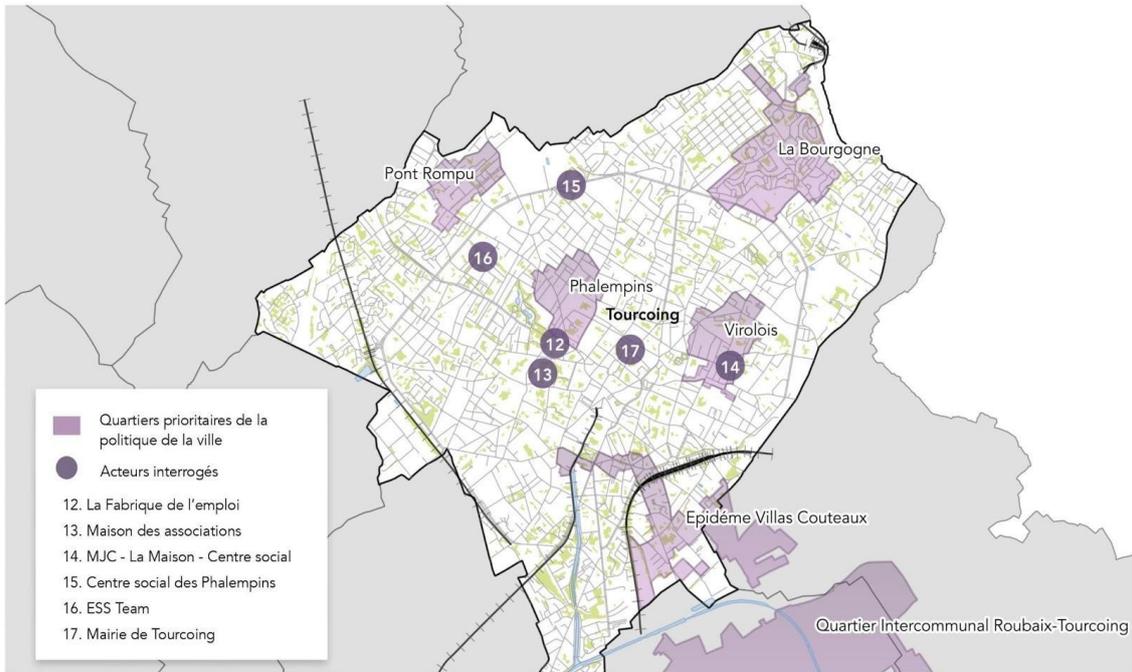
3 Zoom sur les villes de Loos et de Tourcoing

Au sein de la MEL, cette étude se concentre sur les villes de Loos et de Tourcoing, qui bénéficient de l'expérimentation nationale **Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD)** depuis 2016.

Tourcoing
Superficie : 15,19km ²
Population (2017) : 97 368
Densité : 6 410 hab./km ²
Taux de chômage (2017) : 23,2%
Nombre de QPV : 6
Nombre de personnes habitant en QPV (2013) : 21 776, soit 23% des habitants
Insee, Comparateur de territoire : commune de Tourcoing, 2021
Insee, Recensement de la population, 2013

¹¹ « Un fond de rebond pour les associations à vocation économique », site internet de la MEL,

<https://www.lillemetropole.fr/entreprendre/soutien-et-conseil/plan-de-relance-economique/fonds-de-rebond-associatif>



Loos

Superficie : 6,95 km²
 Population (2017) : 22 233
 Densité : 3 199 hab./km²
 Taux de chômage : 18,5%
 Nombre de QPV : 3
 Nombre de personnes habitant en QPV (2013) :
 5 048, soit 24% des habitants

Insee, Recensement de la population, 2013
 Insee, Comparateur de territoire : commune de Loos, 2021



La ville de **Loos** comprend 3 QPV (Clémenceau, Les Oliveaux et Secteur Sud).

Cette étude se focalise sur le QPV des Oliveaux, puisqu'il est concerné par TZCLD. Ce quartier comprenait 3445 habitants en 2013, soit près de 17% de la population Loossoise. Le taux de pauvreté s'y élève à 59%.

Les structures interrogées décrivent les Oliveaux comme un quartier enclavé d'où les habitants sortent peu, avec des réseaux de transports peu fournis (bus) et des éléments géographiques qui enclavent le QPV par rapport au reste de la ville (voie ferrée, autoroute A25, canal de la Deûle au Nord...). C'est un quartier majoritairement composé de tours, dont quatre vont être détruites dans le cadre du **Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU)**. Cette réhabilitation concernera 430 logements et prendra fin aux alentours de 2027. L'une de ces tours est la Tour Kennedy, qui possède une valeur symbolique importante pour les habitants puisque c'est la plus haute tour habitable au nord de Paris. Au centre du quartier sont concentrés les locaux commerciaux, la plupart vacants. Le PNRU a pour vocation de restructurer ces locaux pour faire revenir de l'activité économique, ainsi que des services de santé dans le quartier.

La ville de Tourcoing comprend 6 QPV (Epidéme Villas Couteaux, La Bourgogne, Phalempins, Pont Rompu, Le Quartier Intercommunal Roubaix-Tourcoing - Blanc Seau - Croix Bas Saint Pierre et Virolois). Des acteurs répartis dans plusieurs de ces QPV ont été interrogés, contrairement à Loos où seulement les structures qui travaillent aux Oliveaux ont été contactées. Ce sont des quartiers aux caractéristiques très variées. Un PNRU est en cours à Tourcoing concernant le quartier de La Bourgogne. C'est un des PNRU les plus ambitieux de France, étant donné que le quartier regroupe près de 6000 habitants.

Il existe 8 centres sociaux sur l'ensemble de la commune.

II- Quels impacts de la crise du Covid sur les acteurs et projets de l'ESS à Loos et Tourcoing ?

L'écosystème ESS dans les QPV à Loos et Tourcoing est constitué d'acteurs de l'économie sociale et solidaire, mais aussi par des acteurs institutionnels qui ont vocation à animer le réseau des structures locales et soutenir les actions menées.

Face à la crise, de nouveaux besoins ont émergé pour les structures de l'ESS. Ces acteurs ont dû s'adapter et développer de nouveaux modes de fonctionnement.

1 La transmission d'informations assurée par les acteurs qui animent l'écosystème

L'ESS dans les QPV à Loos et à Tourcoing est tout d'abord constituée d'acteurs ayant vocation à animer l'écosystème ESS et à favoriser les initiatives dans les QPV. Dans le cadre de la crise, ceux-ci ont avant tout eu un rôle de transmission d'informations et de communication auprès des structures ESS du territoire.

En premier lieu, **les pouvoirs publics locaux** ont un rôle prépondérant dans l'animation territoriale de l'ESS. Au niveau de **la Mairie de Loos**, il existe un pôle « cohésion urbaine et développement économique » qui recouvre à la fois le domaine de l'ESS et celui de la politique de la ville. À ce titre, la mairie est particulièrement impliquée dans l'initiative Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD). À **Tourcoing**, il n'y a pas d'élus ou de services ESS, mais il existe un service de la vie associative qui est très en lien avec les associations de quartier. Inversement, les chefs de projet de la politique de la ville sont en lien avec le secteur de l'ESS via la programmation du contrat de ville.

Quant à la MEL, son rôle est davantage un rôle de financeur qu'un rôle d'animateur. La plupart des acteurs ne sont pas en lien direct avec les élus de la MEL, que ce soit au service de la Politique de la Ville ou de l'ESS. Beaucoup d'entre eux ne savaient pas que l'ancien élu délégué à l'ESS n'était plus en poste ou ne connaissaient pas le nom de sa remplaçante. Les structures de l'ESS sont davantage en lien avec la MEL via les différents appels à projets.

D'autre part, il existe des structures de l'ESS dont le rôle est d'animer et de structurer l'écosystème ESS sur le territoire. À cet égard, la **Maison des Associations (MDA) de Tourcoing** est un exemple éloquent. Une des activités-clés de la MDA est en effet de favoriser la coopération entre les associations locales. Par exemple, elle organise régulièrement des « blablassos », points de rencontres interassociatifs sur des thématiques diverses (l'égalité femme-homme, la mobilité...). L'idée est que les associations puissent développer des actions complémentaires, voire monter des projets ensemble. La MDA a aussi un rôle d'accompagnement des structures, qui est particulièrement crucial en QPV, où la volonté de porter des actions est forte mais où les porteurs de projets sont particulièrement démunis face aux démarches administratives à suivre ou à la complexité de la comptabilité d'une association. La MDA anime également le réseau des **PIVA** (Points d'Information à la Vie Associative) au niveau départemental.

Dans le cadre de la crise, ces acteurs ont eu un rôle important dans la **transmission d'information**. Ils ont notamment poursuivi leur mission de communication sur les appels à projets auprès des structures. Cet aspect est d'autant plus important que de nouveaux appels à projets ont été mis en place dans le cadre de la crise, comme les **Quartiers d'été**, et qu'il fallait par conséquent en informer les structures, voire les aider à y répondre. Par ailleurs, le défi lié à la situation sanitaire a été de maintenir le lien avec les structures, par téléphones ou par des réunions régulières en visioconférence. **La Fabrique de l'Emploi** (voir encadré ci-dessous) a également pour vocation à animer les réseaux d'acteurs locaux à Loos et Tourcoing. Son Comité Local (instance de gouvernance de la Fabrique) regroupe la plupart des acteurs locaux clés, du côté des pouvoirs publics comme du côté des structures de l'ESS. Cependant, le rôle de tête de réseau de la Fabrique a pu être entravé, lors de son arrivée sur le territoire, par les réticences de certaines structures qui ont considéré que les activités de l'entreprise entraient en concurrence avec leurs propres activités.

2

L'expérimentation Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD) ralentie et contrainte de s'adapter

Les territoires de Loos et de Tourcoing sont marqués par une expérimentation nationale innovante depuis 2016 : Territoire zéro chômeur de longue durée. Face à la crise, les Entreprises à But d'Emploi qui portent le dispositif ont dû s'adapter, voire développer de nouvelles activités.

TZCLD a été lancée en 2016 en France avec 10 premiers territoires volontaires. L'idée centrale du dispositif est « **d'utiliser le coût du chômage pour créer de l'emploi** » comme le résume Frédéric Dumortier, le responsable du pôle cohésion urbaine et développement économique à la Mairie de Loos. En effet, TZCLD consiste en la création d'activités par et pour les habitants, coordonnée par une entreprise à but d'emploi (EBE)¹².

Sur le territoire qui intéresse cette étude, l'expérimentation porte sur deux QPV : les Oliveaux à Loos et les Phalempins à Tourcoing. Les acteurs locaux se sont mobilisés dans la création d'une EBE qui s'appelle la **Fabrique de l'Emploi**. Par la suite, l'association **La Pioche**, qui a créé deux épiceries solidaires à Loos et à Haubourdin, est aussi devenue une EBE. La mise en place du dispositif a été coordonnée par des « acteurs ressources » du territoire. À Loos et Tourcoing, **l'association AREFEP**, **le CCAS** ou encore **l'association Maillage** ont été particulièrement impliquées dans la mise en place

¹² Pour en savoir plus : <https://www.tzclld.fr/>

de l'EBE et ont eu, entres autres missions, de recenser les chômeurs de longue durée, d'informer et de mobiliser les habitants dans la dynamique TZCLD. La Fabrique de l'Emploi est aujourd'hui à l'origine de la création d'environ 115 emplois (45 à Tourcoing et 70 à Loos). Ses activités sont réparties en plusieurs pôles :

- le pôle services aux habitants concentre les activités de lien social de proximité, comme l'animation d'événements, l'atelier réparation de vélos ou plus récemment la conciergerie de quartier.
- le pôle ressourcerie et réemploi concentre les activités d'économie circulaire, comme par exemple la ressourcerie bois qui fabrique du mobilier à partir de matériaux récupérés.
- le pôle alimentation concentre essentiellement les activités liées à l'agriculture urbaine. Il existe aussi un projet de création de cours de cuisine.

Ces différents pôles ont été impactés de manière variable par la crise. Le pôle services aux habitants a particulièrement été mis en difficulté par la crise, car les grands évènements ont été interdits et le contact avec les personnes rendu très difficile. C'est pourquoi de nouvelles activités ont été développées, comme le service de dépôt de pain qui a été mis en place en partenariat avec la boulangerie du quartier pendant le premier confinement. Les salariés chargés de l'événementiel se sont recentrés sur des activités d'animation socio-culturelle. Quant aux ressourceries, elles ont dû s'adapter aux nouvelles contraintes : par exemple, la ressourcerie bois a mis en place un protocole limitant à deux le nombre de travailleurs dans l'atelier, contre 7 avant la crise.

3

Les structures de l'insertion, de l'emploi et de la formation en manque de débouchés

Comme dans la plupart des QPV étudiés, les domaines de l'insertion, de l'emploi et de la formation ont une place centrale dans les quartiers prioritaires de Loos et de Tourcoing. En effet, les taux de chômage sont 3 fois supérieurs à la moyenne nationale dans ces villes. La diversité des problématiques liées à l'emploi et à la formation appelle des réponses multiformes qui ciblent des publics variés.

La crise a considérablement réduit les offres d'emploi sur les territoires, ce qui met en difficulté ces structures.

À Loos l'association **AREFEP** reflète ce besoin de diversité dans les réponses proposées. Cette structure a développé des activités extrêmement diverses au niveau de la formation, de l'insertion, mais aussi autour de la médiation culturelle.

L'AREFEP

L'association **Actions Ressources pour l'Emploi et l'Education Permanente (AREFEP)** a été créée en 1988 à Loos avec l'idée de créer des activités ciblant les jeunes au-delà de 25 ans. Elle représente 28 salariés permanents et cible près de 1000 personnes. L'AREFEP a développé **une multitude d'activités autour de l'insertion et de la formation** : lieu d'information et d'orientation, formations (alphabétisation, sensibilisation au numérique...), entreprise de l'insertion par l'activité économique jusqu'en 2018, médiation à l'emploi, médiation culturelle, sensibilisation au développement durable... L'AREFEP revendique l'utilisation de la **méthode Intervention sur l'Offre et la Demande (IOD)**. Cette méthode, créée dans les années 1980 par l'association Transfer, part du postulat que l'insertion sociale passe par l'insertion professionnelle et qu'il est préférable pour un chômeur de trouver directement un emploi au lieu de commencer par répondre à ses problématiques sociales. Elle consiste également pour les structures d'insertion à travailler en coopération des entreprises, à être en mesure d'influencer les offres d'emploi, etc.

Plus d'infos : <https://arefep.info/>

L'AREFEP est également à l'origine de la création de l'ACI **Apronet**, qui a la particularité d'avoir lié un partenariat avec la commune de Loos pour la propreté des rues de l'ensemble de la ville. Cette structure accompagne également les bénéficiaires dans leur parcours d'insertion, notamment en travaillant sur les problématiques sociales des personnes avec une conseillère en insertion professionnelle. Nouvelle preuve que la diversité des besoins appelle une diversité de solutions, l'entreprise a développé deux autres chantiers en 2020 : le second œuvre et le nettoyage de locaux.

Enfin, d'autres secteurs d'activité sont investis par les structures d'insertion, comme par exemple le numérique, ciblé par le chantier **Level Up** du groupe **ESS Team**.

Les structures ESS tournées vers l'insertion et la formation n'ont pas été épargnées par la crise, la plupart de leurs activités ayant été ralenties au moins momentanément. Elles ont dû profondément réorganiser leur manière de travailler pour respecter les protocoles sanitaires. Par ailleurs, si la formation et l'insertion sont un moyen pour les salariés d'envisager l'avenir, la crise les contraint à l'incertitude et parfois au découragement. Dans ce contexte, il peut être difficile de mobiliser et de motiver les salariés, d'autant plus que les entreprises employeuses sont particulièrement frileuses à embaucher ou proposer un stage. Ainsi chez **Apronet** le nombre de « sorties positives » c'est à dire le pourcentage de personnes qui trouve un emploi ou une formation qualifiante à l'issue de son CDDI¹³ est passée de 62% en 2019 à 47% en 2020.

4

Des structures qui se mobilisent autour du numérique, enjeu crucial aggravé par la crise

Comme dans la plupart des QPV, la crise a mis en exergue la thématique de la fracture numérique. À titre d'exemple, **le centre social la Maison** à Tourcoing reçoit aujourd'hui une trentaine de demandes hebdomadaires liées au numérique, alors qu'il n'était sollicité que 5 à 6 fois par semaine auparavant. Dans ce contexte, la **Mairie de Loos** a accéléré les démarches visant à obtenir le **label France Service**, qui permet la création de guichets d'aide administrative destinés à aider les personnes qui connaissent des difficultés pour effectuer leurs démarches en ligne.

En effet, la fracture numérique est un véritable handicap pour les habitants des QPV. En plus des démarches administratives dématérialisées difficiles à effectuer lorsque l'on ne possède pas de matériel informatique, il existe aussi un impact sur la continuité pédagogique chez les enfants. Cet aspect a été décuplé lors de la crise, puisque beaucoup d'enfants ne sont pas en capacité de suivre leurs cours en ligne.

« Les jeunes sont les plus connectés, mais durant la crise ils ont dû faire face à des difficultés dans l'utilisation des outils numériques à but scolaire ou professionnel »

Zoé Boyot, la directrice du centre socioculturel des Phalempins à Tourcoing.

Dans ce contexte, les acteurs de l'ESS se mobilisent pour apporter des solutions. À Tourcoing, le groupement associatif **ESS Team** en est un exemple. La structure, labellisée Fabrique du Numérique, s'inscrit dans la dynamique des Centres sociaux connectés, qui a débuté en 2017 dans 8 centres sociaux de la MEL. Par ailleurs, elle comprend un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) tourné vers le numérique, Level Up. Aujourd'hui, le centre socioculturel des Phalempins, qui fait partie du groupement ESS Team, a vocation à devenir un **tiers-lieu numérique**. L'idée serait de mettre à disposition des habitants du quartier, des associations locales mais aussi des acteurs institutionnels locaux du matériel informatique performant : ordinateurs avec logiciels, mais aussi imprimantes 3D, matériel audiovisuel... Des formations seront mises en place, en particulier en direction des jeunes.

¹³ Contrat à Durée Déterminée d'Insertion, contrat de travail spécifique des entreprises d'IAE

De son côté, le directeur de la **MJC-Centre Social La Maison** dans le quartier du Virolois (Tourcoing), a identifié comme besoin social crucial la création de postes pérennes pour l'accompagnement des habitants dans le numérique. Pour lui, la création de services civiques n'est pas la solution, car la médiation numérique doit se faire avec des personnes éminemment qualifiées.

Dans ce contexte, il apparaît que la crise a aussi permis d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur cette question :

« Ça a débloqué des situations sur lesquelles on était en ballottage : par exemple certains financeurs ont répondu rapidement à des demandes de financement [...] La crise rend plus visible les problématiques que certains ne voyaient pas avant »

Julien Dubois, directeur Stratégie du développement numérique à ESS Team à Tourcoing.

ESS Team

ESS Team est un groupement associatif qui rassemble deux centres sociaux culturels (Belencontre et les Phalempins), une entreprise IAE (Siléo +), une Maison des Initiatives pour l'Accès à l'Emploi (MIAE) ainsi qu'un Atelier et Chantier d'Insertion tourné vers le numérique (Level Up). Ce regroupement s'est fait en 2018, afin de rassembler des structures différentes, pour certaines anciennes (le centre social de Belencontre a été créé dans les années 1980).

Le groupement emploie 180 personnes et est labellisé Fabrique du Numérique. ESS Team est adhérent de la CRESS Hauts-de-France depuis 2018.

Plus d'infos : <https://essteam.fr/>

5 Les structures de l'ESS comme garantes du maintien du lien social

Comme dans d'autres QPV, la crise a dégradé le lien social dans les quartiers de Loos et de Tourcoing. En effet, du fait du confinement et des autres restrictions sanitaires, les lieux de sociabilité et les espaces collectifs ont été brusquement réduits. Dans ce contexte, les structures de l'ESS sont des acteurs cruciaux, car elles sont presque les seules à toujours pouvoir garantir le lien social. Par exemple, les centres sociaux culturels ont pu maintenir quelques activités malgré la crise : ainsi, le **centre social La Maison** à Tourcoing a poursuivi certains cours de danse ou de musique par visioconférence pendant le confinement. Par la suite, certaines activités ont pu rouvrir mais en plus petits groupes, ce qui a contraint des centres comme l'**Espace Mosaïque** de Loos à multiplier le nombre d'ateliers.

Au-delà des activités culturelles et sportives, les activités de services aux habitants sont aussi mises à mal par les diverses restrictions. Ainsi, le **pôle service aux habitants de la Fabrique de l'Emploi** a dû interrompre beaucoup de ses activités. De surcroît, même lorsque les services pourraient avoir lieu, les habitants sont moins accessibles, car plus frileux à l'idée d'entrer en contact avec les autres par peur de contamination.

Cette situation impacte également les salariés de la Fabrique : comme l'activité a été ralentie, certains salariés sont retombés dans l'isolement.

L'enjeu alimentaire est particulièrement prégnant depuis la crise. Dans ce contexte, des aides d'urgence ont été mises en place de manière spontanée par les collectifs d'habitants dans les quartiers (livraisons de colis alimentaires). Par ailleurs, des structures se sont mobilisées pour une aide alimentaire d'urgence, comme le **centre social La Maison** dans le quartier du Virolois (Tourcoing). L'enjeu pour ces réponses apparues dans un contexte de crise est à présent de se pérenniser.

Certaines structures de l'ESS se sont saisies de l'enjeu alimentaire avant que la crise ne mette en exergue cette problématique. C'est par exemple le cas de **La Pioche**, association qui gère deux épiceries solidaires à Loos et à Haubourdin et qui est devenue depuis peu une EBE dans le cadre de l'expérimentation TZCLD. L'épicerie de Loos s'appelle **Les Quatre-Saisons** et bénéficie à environ 200 familles.

Les Quatre-Saisons, épicerie solidaire à Loos

L'épicerie solidaire les Quatre-Saisons à Loos fonctionne avec un système de partenariats avec des supermarchés locaux, qui donnent leurs invendus. L'épicerie revend ensuite les produits à 30% de leur prix initial, ce qui représente une économie mensuelle allant jusqu'à 400 euros pour les familles. Les adhésions servent à l'achat de produits complémentaires et à payer la partie des salaires qui n'est pas prise en charge par l'État (l'épicerie étant une EBE, les salaires sont financés à 80% par l'État).

Plus d'infos : <http://www.lapioche.fr/>

Au plus fort de la crise, l'épicerie a ouvert ses portes à tous les habitants, y compris les familles non adhérentes, tant la demande était forte. Aujourd'hui le nombre de familles adhérentes aux Quatre-Saisons a augmenté d'un quart, tandis que le volume de denrées alimentaires a diminué d'environ un tiers, car les grandes surfaces commandent moins de denrées à cause des restrictions horaires.

Par ailleurs, certaines structures ont investi le champ de l'agriculture urbaine : c'est le cas notamment de **la Fabrique de l'Emploi**.

Pour finir, la mobilité reste un enjeu crucial dans les quartiers de Loos et de Tourcoing, comme c'est le cas dans la plupart des QPV. Dans ce contexte, des initiatives ont fleuri durant la crise, comme l'association **Roues Libres** à Tourcoing. Cette association de promotion du vélo devrait commencer son activité fin mai, avec la création d'un atelier de réparation de vélos. Les fondateurs envisagent également de mettre en place des cours d'apprentissage du vélo, ou encore un système de récupération de vélos en fin de vie. Cela faisait un an que les co-fondateurs de l'association réfléchissaient à créer cette activité et la crise leur a servi de déclic.

LE DEVELOPPEMENT DE L'ESS DANS LES QPV DE LA MEL

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LES FREINS

- Le ralentissement des activités liées aux restrictions sanitaires
- Les problèmes de communication entre la Fabrique de l'Emploi et certains autres acteurs de l'ESS
- Une métropole parfois éloignée des structures de l'ESS du territoire tant l'intercommunalité est étendue

LES LEVIERS

- Des acteurs locaux mobilisés pour animer et structurer le réseau
- Une politique volontariste de la part de la MEL

Remerciements

Nous voudrions remercier les personnes suivantes pour leur collaboration à cette étude :

- **Myriam Audesson**, responsable de la Maison du Projet aux Oliveaux
- **Zoé Boyot**, directrice du centre social des Phalempins
- **Béatrice Decroo**, directrice de l'Espace Mosaïque
- **Alice Decuypere**, responsable de l'épicerie solidaires les Quatre Saisons
- **Sidonie Delhomelle**, coordinatrice du contrat de ville à la MEL
- **Denis Dhalluin**, directeur de la Maison des Associations de Tourcoing
- **Julien Dubois**, directeur de la stratégie du développement et du numérique à ESS Team
- **Frédéric Dumortier**, responsable du pôle cohésion urbaine et développement économique à la mairie de Loos
- **Saïd Guebli**, cofondateur de l'association Roues Libres
- **Eric Louchart**, responsable à l'AREFEP
- **Milan Mackowiak**, responsable du pôle service aux habitants à la Fabrique de l'Emploi à Loos
- **Pierre-Edouard Martin**, directeur adjoint de l'IREV
- **Eric Mouveaux**, directeur de la MJC centre social La Maison
- **Ghislain de Muynck**, directeur de la Fabrique de l'Emploi
- **Mahmoud Nabih**, chef de projet CitésLab à l'association Maillage
- **Caroline Paul**, chargée de mission ESS à la MEL
- **Christine Radisson et Géraldine Goyat**, de Lille Sud Insertion
- **Marie Sioen**, cheffe de projet politique de la ville à Tourcoing
- **Lucie Vidal**, présidente de l'ACI Apronet
- **Les salariés de la ressourcerie bois de la Fabrique de l'Emploi à Loos**